

**Assemblée générale**

Distr. générale
7 novembre 2014
Français
Original: anglais et russe

**Comité des utilisations pacifiques
de l'espace extra-atmosphérique****Coopération internationale dans le domaine des utilisations
pacifiques de l'espace: activités des États Membres****Note du Secrétariat**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Réponses reçues des États Membres	2
Allemagne	2
Australie	6
Autriche	9
Biélorus	13
Lettonie	14
Pays-Bas	15



I. Introduction

1. Dans le rapport sur les travaux de sa cinquante et unième session, le Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a recommandé que le Secrétariat continue d'inviter les États Membres à présenter des rapports annuels sur leurs activités spatiales (A/AC.105/1065, par. 29).

2. Dans une note verbale datée du 31 juillet 2014, le Secrétaire général a invité les États Membres du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique à présenter leurs rapports avant le 20 octobre 2014. La présente note a été établie par le Secrétariat sur la base des rapports reçus en réponse à cette invitation.

II. Réponses reçues des États Membres

Allemagne

[Original: anglais]
[27 octobre 2014]

Les élections au Bundestag à la fin de 2013 ont validé une nouvelle fois la stratégie spatiale du Gouvernement fédéral, laquelle a été confirmée en ces termes par l'accord de coalition "l'activité aérospatiale joue un rôle stratégique important dans notre économie et est un des piliers de la collaboration européenne. Elle est à l'avant-garde du développement [...] des nouvelles technologies et constitue, par l'intermédiaire des transferts de technologie, un puissant moteur d'innovation pour les autres secteurs d'activité". Cette stratégie, publiée par le Ministère fédéral de l'économie et de la technologie, oriente la politique spatiale nationale sur les prestations et la demande en se fondant sur le principe de la durabilité et vise à intensifier la coopération internationale.

Au cours de la période considérée, plusieurs étapes ont été atteintes dans la mise en œuvre de la stratégie. Sous le thème de la technologie considérée comme un puissant moteur d'innovation, le Centre aérospatial allemand (DLR), agissant au nom du Ministère fédéral des affaires économiques et de l'énergie, a organisé en 2014, dans le cadre de l'initiative "INNOSpace", une conférence sur l'industrie et l'économie aéronautiques et maritimes. L'objectif de l'initiative est de réunir les professionnels de l'espace et des autres secteurs pour améliorer les débouchés et soutenir l'innovation et les transferts de technologie. L'action ainsi menée par le Gouvernement fédéral contribue au développement stable et continu de l'industrie spatiale en Allemagne et ouvre la voie à des engagements futurs aux niveaux national, européen et international.

Un des temps forts de l'actualité spatiale européenne sera la réunion au niveau ministériel du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) prévue à Luxembourg en décembre 2014. Celle-ci portera sur trois thèmes stratégiques: les nouveaux progrès concernant les lanceurs, les prochains engagements financiers en faveur de la Station spatiale internationale (ISS) et le renforcement des liens entre l'ESA et l'Union européenne. L'Allemagne, qui est l'un des principaux soutiens

financiers de l'ESA, maintient son appui aux installations de l'ISS à Toulouse et est convaincue que les négociations sur les lanceurs Ariane 5 et 6 seront fructueuses.

Au cours de la période 2014-2020, les trois programmes européens phares, Copernicus, Galileo et le programme de recherche européen Horizon 2020 (H2020), retiendront particulièrement l'attention.

Depuis avril 2014, le règlement de Copernicus a été adopté et le cadre de financement pluriannuel a été arrêté. Le satellite Sentinel-1A, qui a été lancé le 3 avril, fournit des données à l'échelle mondiale, principalement pour des applications marines et maritimes. L'Allemagne, en tant que membre d'un réseau couvrant toute l'Europe, a notamment assuré le traitement, l'archivage et la distribution des grandes masses de données provenant de Sentinel-1A au centre de traitement et d'archivage. Le terminal de communication laser du satellite Sentinel-1A permet de poursuivre les essais d'utilisation de la technologie de communication initialement mise en œuvre par le satellite allemand TerraSAR-X, qui est également exploitée par Alphasat I-XL, lancé en 2013, et qui devrait l'être aussi par le futur satellite européen de relais de données de l'ESA (EDRS). Sentinel-1A sera le premier utilisateur de l'autoroute européenne de données qu'il est prévu de mettre en place dans l'espace grâce au satellite EDRS.

Depuis janvier 2014, le règlement relatif aux systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS) régit la mise en œuvre et l'exploitation des systèmes européens de navigation par satellite. Malheureusement, lors du dernier lancement de satellites de Galileo, une défaillance s'est produite. Les équipes européennes du centre de contrôle au sol de l'ESA, le Centre européen d'opérations spatiales de Darmstadt (Allemagne), travaillant en coopération avec le fabricant, OHB System, ont pu confirmer que les deux satellites étaient dans un état sûr en dépit du fait qu'il avaient été placés le 22 août 2014 sur une orbite elliptique plus basse que l'orbite circulaire prévue. Une commission d'enquête indépendante a été créée.

Les premiers appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre du nouveau programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020 (H2020) ont été un succès. Étant à l'avant-garde des technologies fondamentales et industrielles, l'espace est un domaine dans lequel sont mises au point des technologies destinées à renforcer la compétitivité du secteur spatial européen sur les plans scientifique et technologique et qui contribue à la recherche-développement de services et d'applications pour Copernicus et le Système global de navigation par satellite européen (EGNSS). Les résultats du premier appel à manifestation d'intérêt pour 2014 ont été évalués. Le nombre largement excédentaire de manifestations d'intérêt dans le domaine des services d'observation de la Terre mérite d'être souligné. Malgré cela, l'Allemagne est bien représentée par des contributions à plusieurs projets. La Commission européenne, en collaboration avec les États membres de l'Union européenne, prépare le prochain programme de travail pour 2016 et 2017.

La mission du chasseur de comète Rosetta et de son atterrisseur Philae, menée sous la responsabilité de l'ESA, avec des contributions des États membres et de la NASA, est l'une des plus remarquables du moment. Philae a été conçu et réalisé sous la direction du DLR par un consortium comprenant le Centre national français d'études spatiales, le DLR, l'Agence spatiale italienne (ASI) et l'Institut Max Planck de la recherche sur le système solaire.

Après la procédure de réveil en janvier et la réactivation de Philae en mars 2014, la sonde Rosetta s'est approchée au début du mois d'août à 100 kilomètres de la comète 67P/Churyumov-Gerasimenko. En accompagnant la comète sur sa trajectoire vers le Soleil, Rosetta recueille des données uniques qui présentent un intérêt exceptionnel pour les scientifiques. Le lieu d'atterrissage de Philae a été choisi en septembre 2014. Le déploiement de Philae sur la surface accidentée de la comète était prévu pour le 12 novembre 2014. Pour la première fois, l'humanité observera l'évolution de la comète à mesure qu'elle se réchauffera en s'approchant du Soleil. Ce sera le premier atterrissage jamais réalisé sur une comète. Cette mission nous renseignera sur les premiers temps de notre système solaire.

La caméra haute résolution de Rosetta mise au point par le DLR est devenue un élément central du système FireWatch. Ce système d'alerte rapide permet de surveiller en mode automatique plusieurs centaines de kilomètres carrés de forêt et de détecter les incendies avec un degré de fiabilité supérieur à 99 %. Étant donné les bons résultats obtenus en Allemagne, jusqu'à 280 systèmes FireWatch ont été installés par les services forestiers dans plusieurs pays européens, ainsi qu'au Mexique, au Kazakhstan et aux États-Unis.

Outre cette mission internationale exceptionnelle, la Station spatiale internationale est l'exemple le plus frappant du renforcement des relations pacifiques et de l'intensification de la coopération internationale. Depuis maintenant 15 ans, les partenaires – les États-Unis, la Fédération de Russie, le Japon, le Canada et l'Europe – mènent conjointement des projets de recherche-développement ainsi que des travaux de maintenance à long terme. L'Allemagne est le principal soutien de la contribution européenne à la Station spatiale internationale. En mai 2014 a été lancée la mission "Blue dot – shaping the future", à laquelle a participé l'astronaute allemand de l'ESA Alexander Gerst, qui a passé six mois à bord de l'ISS en tant que membre de l'équipage. Celui-ci a pris part à plus de 140 expériences dans divers domaines tels que la démonstration de technologies, la radiobiologie et l'astrophysique. Il a dirigé en août 2014, en tant qu'ingénieur de vol, l'arrimage du dernier véhicule de transfert automatique européen (ATV-5), qui s'est parfaitement déroulé. Comme tous les véhicules précédents, l'ATV-5 a été assemblé par des entreprises allemandes.

L'Observatoire stratosphérique pour l'astronomie infrarouge (SOFIA) est l'un des plus importants projets bilatéraux en cours à avoir été entrepris dans le cadre de la collaboration fructueuse menée avec les États-Unis depuis 50 ans. SOFIA permet d'étudier des objets astronomiques tels que la Voie lactée ou les Nuages de Magellan. Après le spectromètre infrarouge lointain GREAT (German Receiver for Astronomy at Terahertz Frequencies-récepteur allemand pour l'astronomie aux fréquences térahertz), le nouveau spectromètre infrarouge lointain FIFI-LS (Field-Imaging Far-Infrared Line Spectrometer-spectromètre linéaire pour l'imagerie dans l'infrarouge lointain) est le deuxième instrument mis au point et construit par des instituts de recherche allemands. Les données extraites des mesures effectuées lors du survol des hémisphères nord et sud permettent d'établir une première carte de qualité exceptionnelle du rayonnement de fond. Les contributions allemandes sont financées par le Ministère fédéral des affaires économiques et de l'énergie, par l'entremise du DLR.

L'Allemagne entretient également depuis longtemps des liens très solides avec le Japon dans le domaine de la science et de la recherche. La mise en service à titre

d'essai du bureau du DLR ouvert à Tokyo en février 2013 ayant été particulièrement concluante, celui-ci sera maintenu en place afin de renforcer la coopération future. Deux importants projets spatiaux sont menés en collaboration: la mission japonaise Hayabusa 2 (étude d'un astéroïde) et le radar spatial. L'atterrisseur MASCOT (Mobile Asteroid Surface Scout) a été mis au point et construit sous la direction du DLR, avec la collaboration de la France. Pendant cette mission de prélèvement d'échantillons qui durera cinq ans, MASCOT effectuera des mesures *in situ*.

Le DLR travaille depuis 1994 avec l'Agence spatiale chinoise au titre d'un accord-cadre de coopération. Pour tenir compte de l'évolution du secteur spatial et de la technologie dans le monde entier, les deux pays ont signé un accord actualisé lors des consultations intergouvernementales tenues en octobre 2014.

Le recueil des normes relatives à la réduction des débris spatiaux adoptées par les États et les organisations internationales, établi à l'initiative du Canada, de la République tchèque et de l'Allemagne, constitue une étape importante pour la protection de la Terre et de son environnement. Le recueil a été mis à jour depuis la cinquante-septième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat va continuer de l'enrichir en permanence au moyen d'un site Web propre, accessible au public.

Comme l'Allemagne estime que les technologies spatiales sont extrêmement utiles pour la gestion et la prévention des catastrophes, le Ministère fédéral des affaires économiques et de l'énergie a maintenu son soutien financier au bureau du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER) à Bonn et le DLR a prolongé le détachement du personnel affecté au bureau. La Réunion internationale d'experts ONU/Allemagne sur l'exploitation de l'information d'origine spatiale dans la réduction des risques d'inondation et de sécheresse qui a eu lieu en 2014 a effectué un travail préparatoire efficace sur un certain nombre de questions en prévision de la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra en 2015 à Sendai (Japon). Ces efforts, ainsi que d'autres activités comme les missions de conseil technique, sont très appréciées, en particulier par les pays en développement ou émergents.

En outre, le Centre d'informations satellitaires pour les situations de crise (ZKI) du DLR fournit depuis plus d'un an et demi des services opérationnels de cartographie par satellite au Gouvernement fédéral et à ses organismes de protection civile et d'aide humanitaire. Le Centre répond également à des demandes de l'étranger.

Une fois de plus, l'expérience a montré que des travaux efficaces de cartographie de crise par satellite ne pouvaient être menés qu'en étroite coopération avec des mécanismes internationaux tels que UN-SPIDER, la Charte internationale espace et catastrophes majeures et le Groupe de travail international sur la cartographie de crise par satellite. Encouragé par le bilan très positif de sa collaboration avec les acteurs internationaux dans le domaine de l'espace et de la cartographie de crise, par exemple après le typhon Haiyan, le DLR continue de soutenir la Charte internationale espace et catastrophes majeures et le Groupe de travail international sur la cartographie de crise par satellite. L'Allemagne a fourni 116 images en réponse à 34 appels lancés en application de la Charte, et a fourni à huit reprises des données des satellites RapidEye.

En février 2014, l'Allemagne a participé à la réunion inaugurale du Groupe consultatif pour la planification des missions spatiales (SMPAG). Ce groupe, qui compte 18 membres, dont l'Allemagne, a pour mission de préparer une réponse internationale pour faire face à la menace des objets géocroiseurs en procédant à des échanges d'informations, en définissant des recherches pouvant être menées en collaboration et des missions envisageables, et en menant des activités de planification pour réduire cette menace. L'Allemagne est également membre du réseau virtuel international d'alerte aux astéroïdes (IAWN) chargé d'assurer à l'échelle mondiale la surveillance des objets géocroiseurs.

Le projet NEOShield, financé par l'Union européenne et exécuté sous la direction du DLR et de la société allemande Astrium, étudie les questions qui restent à résoudre pour que des solutions réalistes qui permettraient d'empêcher un objet géocroiseur d'entrer en collision avec la Terre puissent être proposées. Des partenaires de l'Espagne, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de la France, de la Suisse et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord y participent.

Les scientifiques du DLR ont récemment découvert un nouveau moyen d'identifier les astéroïdes riches en métaux grâce à leurs signatures thermiques, ce qui pourrait être très utile car les astéroïdes de ce type peuvent causer des dommages beaucoup plus importants que les autres en cas de collision avec la Terre. C'est aussi une bonne nouvelle pour les entreprises qui envisagent une exploitation minière des astéroïdes.

Enfin, la détection d'un autre système solaire (plus compact), constitué de sept planètes gravitant autour de l'étoile KOI-351, est un bel exemple de collaboration internationale en matière de recherche. Ces travaux, menés par un groupe de chercheurs européens, parmi lesquels figurent des collaborateurs du DLR, permettent des comparaisons intéressantes avec notre demeure cosmique et sont considérés comme une étape importante dans la recherche d'un système solaire "jumeau" du nôtre.

Australie

[Original: anglais]
[20 octobre 2014]

En 2013-2014, le Gouvernement australien a participé aux activités spatiales majeures ci-après en relation avec les principes énoncés dans sa politique d'utilisation de l'espace (Australian Space Utilisation Policy) (ASUP).

Principe 1 de l'ASUP: privilégier les applications spatiales de portée nationale

Pour ce qui est du Système d'observation de la Terre, l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO) a noté que, chaque année, elle investit approximativement 15 millions de dollars australiens dans les moyens d'observation de la Terre. Au sein de la CSIRO, les activités d'observation de la Terre sont menées par environ 100 personnes sous 9 emblèmes nationaux ou régionaux.

Le Bureau de météorologie mène les préparatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un examen national périodique des besoins d'informations résultant de l'observation de la Terre, élément essentiel du Système devant permettre d'accéder à des données normalisées et étalonnées et d'assurer la protection du spectre des radiofréquences aux fins de l'observation de la Terre.

Le premier des deux satellites Ka-band que l'entreprise nationale du réseau à haut débit (National Broadband Network) (NBN) utilisera pour ses services satellites à long terme devrait être opérationnel début 2016. Ces satellites assureront une couverture haut débit à grande vitesse aux foyers éligibles de l'Australie continentale et de la Tasmanie, ainsi que des régions de l'intérieur et des îles.

Principe 2 de l'ASUP: assurer l'accès aux moyens spatiaux

Le Bureau de météorologie a commencé à planifier et à préparer de manière détaillée la réception et la diffusion des données de la nouvelle génération japonaise de satellites météorologiques géostationnaires, Himawari-8, ainsi que la formation des usagers à l'exploitation efficace de ces données.

L'Autorité australienne de sécurité maritime (Australian Maritime Safety Authority) (AMSA) lancera, à compter de 2014-2015, un important appel d'offres pour l'acquisition de moyens spatiaux dans le cadre d'un marché pour une station au sol de réception des signaux en Australie occidentale, une station MEOLUT (terminal local pour charges utiles en orbite terrestre moyenne) et l'installation d'un ordinateur de traitement central à Canberra au cours des prochaines années. Par l'intermédiaire d'un prestataire de services spécialisé, l'AMSA cherchera également à accéder à l'imagerie radar à synthèse d'ouverture pour un programme de surveillance des marées noires.

En 2014-2015, Geoscience Australia s'attachera tout particulièrement à mettre à jour les évaluations nationales de l'intérêt économique actuel et potentiel du Système d'observation de la Terre pour l'Australie, ainsi que ses priorités et besoins futurs en données dans ce domaine. Au-delà de 2014-2015, Geoscience Australia accordera la priorité à la sécurisation de l'accès continu aux données de la série des satellites Sentinel de la Commission européenne et entreprendra les travaux de développement nécessaires pour intégrer ces données dans ses propres systèmes de traitement et de distribution de données.

Le Département des communications continuera de superviser le processus visant à renouveler les licences de spectre de 15 ans au profit des titulaires actuels, s'il y a lieu. Il s'agit notamment des licences de spectre des bandes de spectre satellite (27, 28 et 31 gigahertz), d'une durée de 15 ans expirant entre janvier 2014 et janvier 2016. L'Autorité australienne des médias et des communications (ACMA) est chargée de gérer le processus de 2014 à 2016.

Principe 3 de l'ASUP: renforcer et développer la coopération internationale

La CSIRO assurera la coordination de la présidence au sein du Comité sur les satellites d'observation de la Terre (CEOS) en 2016, par le truchement d'un secrétariat multi-institutions, et appuiera la participation active de ses experts aux principaux groupes de travail du Comité avant et après cette période de présidence.

Geoscience Australia encouragera résolument une approche australienne d'équipe pendant la période de présidence de la CSIRO et renforcera sa contribution à la communauté internationale d'observation de la Terre au sein des groupes et projets pertinents du Comité sur les satellites d'observation de la Terre.

Au sein de la CSIRO, on continuera, par la radioastronomie, de renforcer la coopération internationale dans le cadre de la politique "ciel ouvert" en mettant les acquis de la radioastronomie à la disposition des chercheurs partout dans le monde.

La CSIRO a accueilli, le 19 mars 2014, une manifestation commémorant cinquante ans de coopération en matière de suivi dans l'espace avec la National Aeronautics and Space Administration des États-Unis (NASA). Avec le Bureau de coordination des activités spatiales (Space Coordination Office) et le Département des affaires étrangères et du commerce (Department of Foreign Affairs and Trade), elle a prolongé jusqu'en 2018 le Traité bilatéral relatif au suivi dans l'espace convenu avec les États-Unis le 24 février 2014.

Le Bureau a organisé avec succès, en octobre 2013, la quatrième Conférence des utilisateurs de satellites météorologiques d'Asie-Océanie, à laquelle ont participé 120 personnes dont plus de 60 invités au niveau international.

Principe 4 de l'ASUP: contribuer à la stabilité du milieu spatial

Le Département des affaires étrangères et du commerce a fait des efforts importants pour aider l'Union européenne à faire avancer son initiative très utile en faveur d'un code de conduite pour la lutte contre la prolifération des débris spatiaux, qui constitue un risque pour la fourniture de services spatiaux critiques par tous les pays.

En 2013-2014, le Bureau de coordination des activités spatiales a continué à jouer son rôle de coprésident du groupe d'experts D, qui assiste le Groupe de travail sur la viabilité à long terme des activités spatiales du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Principe 5 de l'ASUP: améliorer la coordination au niveau national

La fonction de point central de contact et de coordination de toutes les activités spatiales civiles demeure la priorité essentielle du Bureau de coordination des activités spatiales.

En 2013-2014, il a mené des initiatives pour mieux coordonner les activités spatiales civiles au niveau national, notamment en établissant, pour le compte du Gouvernement australien, le cadre de coordination des activités spatiales civiles et en assurant sa gestion, en particulier par la constitution du Comité de coordination des activités spatiales dont il assure aussi le secrétariat.

Principe 6 de l'ASUP: promouvoir l'innovation, la science et le développement des compétences

La CSIRO compte actuellement 350 personnes environ qui participent aux activités scientifiques dans le domaine spatial, axées principalement sur l'utilisation de systèmes spatiaux et de flux de données utiles à la recherche et à l'obtention de résultats importants au niveau national où les activités spatiales offrent les moyens les plus efficaces et les plus pertinents pour produire cet impact.

Geoscience Australia et la CSIRO poursuivront le développement de l'Australian Geoscience Data Cube, système visant à permettre au gouvernement, à l'industrie et aux chercheurs d'accéder à l'énorme corpus de données d'observation de la Terre dont dispose le pays et de le mettre à profit, en utilisant une infrastructure informatique de haute performance comme le National Computational Infrastructure.

La CSIRO a développé des capacités spatiales importantes, notamment dans les domaines de l'observation de la Terre, de la navigation et de la communication, des technologies aérospatiales de pointe, du suivi des véhicules spatiaux et de la radioastronomie.

Le Département de l'industrie a annoncé, le 21 février 2014, la création d'un centre coopératif de recherche sur la gestion du milieu spatial. Ce centre aura pour mission, d'une part, de suivre, d'analyser et de réduire les débris spatiaux, d'autre part, de mettre au point de nouvelles méthodes de préservation du milieu spatial.

Principe 7 de l'ASUP: renforcer et préserver la sécurité nationale et le bien-être économique

Le Bureau de coordination des activités spatiales et le Bureau du Procureur général (Attorney-General's Department) ont créé, au sein du Réseau de partage d'informations fiables, une communauté d'intérêt autour de l'espace pour la résilience des infrastructures critiques (Space Community of Interest in the Trusted Information Sharing Network for Critical Infrastructure Resilience). La communauté d'intérêt collaborera avec d'autres secteurs d'infrastructures critiques sur l'évaluation de risques permettant de recenser les dépendances des infrastructures critiques à l'égard de l'infrastructure spatiale et proposera des options pour réduire les risques recensés.

Le Département des affaires étrangères et du commerce a fait des progrès concernant les discussions interinstitutions menées sur la transparence et le régime de surveillance et de contrôle, en vue de l'établissement d'un cadre réglementaire pour les infrastructures spatiales civiles au sol.

La compagnie aérienne Airservices Australia a engagé d'importantes dépenses d'équipement en infrastructure spatiale par l'intermédiaire du réseau national de surveillance Automatic Dependent Surveillance – Broadcast (ADS-B). L'Aviation civile et l'Autorité de sûreté ont établi un certain nombre de mandats de surveillance et de navigation faisant appel au système mondial de navigation par satellite qui entrent progressivement en vigueur de décembre 2013 à février 2017.

Autriche

[Original: anglais]

[15 octobre 2014]

Projets présentant un intérêt pour l'aide au développement et/ou pour le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence

Dans le cadre du Programme autrichien pour les applications spatiales, plusieurs projets présentant un intérêt pour l'aide au développement et pour le Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence ont été financés ces dernières années.

Actuellement, les services d'observation de la Terre EO4HumEn appuient les opérations humanitaires par le suivi des populations et des ressources naturelles dans les camps de réfugiés/de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Un projet du Programme suscite un intérêt particulier dans ce contexte. Il convient de savoir au préalable que les déplacements de populations suite aux conflits armés, aux crises régionales ou aux catastrophes naturelles donnent souvent naissance à des implantations massives et très dynamiques qui mettent à l'épreuve les opérations de secours humanitaire. Dans les situations de crises, pour planifier les missions et le fonctionnement quotidien des camps de réfugiés et/ou de personnes déplacées à l'intérieur du pays, il faut des informations actualisées, ciblées et fiables sur les éléments suivants: a) nombre de personnes et densité de population, b) potentiel d'eau souterraine et c) impact sur l'environnement local. Il est difficile et parfois même dangereux de collecter des données spatiales *in situ* dans ces zones de camps souvent isolées. Aussi, pour appuyer les opérations humanitaires pendant les situations de crises, le projet EO4HumEn vise à développer des services et produits opérationnels, notamment des produits d'informations géospatiales spécialement adaptés établis à partir des données d'observation de la Terre et du système d'information géographique. Les produits seront développés sous forme de cartes, de rapports et de services Web en ligne, et leur pertinence et exploitabilité seront pleinement validées par les utilisateurs. Lancé en octobre 2013, le projet arrivera à terme en mars 2015.

Météorologie spatiale

Pour ce qui est des activités menées au niveau international dans le domaine de la météorologie spatiale, le rôle de l'Autriche s'est renforcé ces dernières années: l'Université de Graz, représentée par l'Observatoire Kanzelhöhe pour la recherche sur le Soleil et l'environnement, a adhéré comme membre au Service international de l'environnement spatial (ISES).

L'ISES est un réseau mondial de collaboration d'organismes prestataires de services de météorologie spatiale. Il a pour mission d'améliorer, de coordonner et de fournir des services opérationnels dans ce domaine. Il est organisé et fonctionne dans l'intérêt de la communauté internationale des utilisateurs de météorologie spatiale.

L'ISES regroupe actuellement 14 centres régionaux d'alerte, quatre centres d'alerte associés et un centre collaborateur spécialisé. Il est membre, en tant que réseau, du système des centres mondiaux de données du Conseil international de la science et collabore avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et d'autres organisations internationales.

L'ISES est la première organisation qui coordonne les services de météorologie spatiale au niveau international depuis 1962. Ses membres partagent les données et prévisions et offrent des services de météorologie spatiale aux utilisateurs dans leurs régions. L'ISES offre une vaste gamme de services, notamment des prévisions, des avertissements et des alertes de phénomènes solaires, magnétosphériques et ionosphériques, des données relatives au milieu spatial, des analyses d'événements centrées sur le client et des prévisions à long terme du cycle solaire.

TUGSAT-1/BRITE

BRITE-AUSTRIA/TUGSAT-1, premier nanosatellite autrichien, a été lancé avec succès le 25 février 2013 par le lanceur de satellites sur orbite polaire (PSLV) de l'Organisation indienne de recherche spatiale et de la société Antrix depuis le Centre spatial Satish Dhawan de Sriharikota (Inde). BRITE-AUSTRIA a été lancé en même temps que l'autre satellite autrichien BRITE de l'Université de Vienne (UniBRITE). La validation et l'optimisation en orbite montrent un comportement nominal et même plus précis de BRITE-AUSTRIA.

L'objectif de la mission est de collecter des données en orbite sur les variations de la brillance des étoiles massives lumineuses à l'aide de deux nanosatellites autrichiens, en observation à des longueurs d'ondes différentes. L'observation de la pulsation subtile des étoiles sur une longue période permet de déterminer leur structure, leur composition chimique et leur âge. Les scientifiques tentent d'expliquer les contradictions sur l'origine des étoiles.

L'opération scientifique, qui se déroule de façon nominale depuis mai 2013, a permis d'observer avec succès différents champs d'étoiles. Le cycle de vie nominal du satellite est de deux ans, avec une forte probabilité de prolongation.

Recherche sur la microgravité

L'Université technique de Vienne participe aux travaux scientifiques du projet conjoint Japon-Europe JEREMI (Japanese and European Research Experiment on Marangoni Instabilities) qui comprend deux études menées sous la direction de la Belgique, l'une intitulée "Dynamics of suspended particles in periodic vortex flows" et l'autre "Thermocapillary Oscillatory Motion and Interfacial Heat Exchange". Cette expérience sera menée à bord de la Station spatiale internationale (SSI) par l'Agence spatiale européenne (ESA) et l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale (JAXA) dans le domaine de la recherche sur la dynamique des fluides. L'instrument du projet de coopération JEREMI est mis en œuvre par JAXA dans le cadre du module d'expérimentation en physique des fluides du module japonais d'expérimentation Kibo de la Station spatiale internationale. Le lancement vers la SSI est prévu pour 2015.

L'Université technique de Graz participe aux travaux scientifiques de l'expérience intitulée "Electrical resistivity measurement of high temperature

metallic melts (RESISTIVITY)”, qui sera menée à bord de la Station spatiale internationale.

L’Université de Leoben participe aux travaux scientifiques de l’expérience intitulée “Metastable Solidification of Composites: Novel Peritectic Structures and In-Situ Composites (METCOMP)”, qui sera menée à bord de la Station spatiale internationale.

École d’été d’Alpbach 2014: “Géophysique des planètes terrestres”

Soixante jeunes étudiants hautement qualifiés des cursus scientifiques et techniques européens se sont réunis du 15 au 24 juillet 2014 pour dix jours de travail exaltant dans les alpes autrichiennes. Ils se sont penchés sur les aspects de la géophysique qui font appel aux systèmes spatiaux, satellites et sondes planétaires pour étudier les processus internes et de surface des quatre planètes terrestres.

Les étudiants ont conçu et élaboré des missions spatiales qui pourraient aider à mieux comprendre la géophysique des planètes solides: leurs cœurs, leurs manteaux, les structures et la dynamique caractéristiques des corps planétaires solides. Ils ont également saisi l’occasion que leur offrait l’école d’été pour élaborer en équipe ce que seront effectivement les missions géophysiques de première génération vers les trois autres planètes.

L’école d’été a en outre été, pour des scientifiques et ingénieurs européens de renom, et d’éminents enseignants de différentes universités internationales, l’occasion d’apporter leur concours et conseils d’experts. Les étudiants ont participé en équipe à un concours de conception de projet de mission spatiale évalué par un jury d’experts. Ils ont appris à concevoir une mission de satellite et étudié sous tous leurs aspects les idées nouvelles et originales émises par les experts. L’école d’été a pour objectif d’offrir aux étudiants européens sélectionnés une formation supérieure et une expérience pratique sur des sujets qui ne font habituellement pas partie des programmes d’études universitaires. Elle se déroule sous forme de cours et de travaux intensifs en groupes de travail autonomes.

Recherche nationale sur les débris spatiaux

Depuis 1982, l’Institut de la recherche spatiale de l’Académie autrichienne des sciences a mis en service une station de télémétrie laser sur satellite à l’Observatoire Lustbühel à Graz. Cette station mesure, nuit et jour, sept jours par semaine, les distances entre elle et les satellites équipés de retroréflécteurs (plus de 60 satellites) comme les satellites géodésiques, les satellites du système mondial de satellites de navigation (Galileo, Système mondial de localisation, Système mondial de satellites de navigation (GLONASS), Compass, etc.), les satellites d’observation de la Terre et divers satellites scientifiques et de recherche. La précision sur un écho unique des mesures faites à Graz est d’environ 2 ou 3 millimètres (mm); les différences de distance inférieures à 0,2 mm peuvent être détectées. Avec ces résultats, la station de télémétrie laser sur satellite de Graz est considérée comme l’une des plus précises au monde.

Depuis 2012, la station laser de Graz a commencé à tester la technique de télémétrie laser pour mesurer les distances par rapport aux débris spatiaux; de nouveaux détecteurs de photon unique de haute précision ont été mis au point, et le logiciel de télémétrie laser destiné au suivi des débris spatiaux a été adapté. Pour la

première fois, des photons qui avaient été réfléchis de manière diffuse par des débris spatiaux ont été mesurés, ce qui a permis de déterminer la distance séparant ces débris et la station. Bien que la précision de ces mesures ne soit pas de l'ordre du millimètre, les débris sélectionnés mesurant un ou quelques mètres, il devient beaucoup plus facile de déterminer l'orbite des débris.

Si d'autres stations de télémétrie laser sur satellite pouvaient, comme la station de Graz, détecter des photons de manière diffuse, la détermination des orbites pourrait connaître de nouvelles améliorations. En 2012, pour la première fois, une expérience menée dans ce contexte a porté ses fruits: les photons transmis par Graz ont été réfléchis de manière diffuse par le satellite et détectés à la station de télémétrie laser sur satellite de Zimmerwald (Suisse), qui a dû se synchroniser avec la station de Graz. Cette méthode peut être étendue sans difficulté et inclure plusieurs autres stations "exclusivement réceptrices".

Depuis 2013, la station laser de Graz participe au programme de connaissance de l'environnement spatial de l'Agence spatiale européenne (ESA). Les années à venir, cette coopération sera renforcée aux niveaux européen et international.

Bélarus

[Original: russe]
[20 octobre 2014]

Rapport annuel de la République du Bélarus sur sa coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace

La République du Bélarus est entièrement disposée à participer aux processus d'intégration et de coopération au niveau international dans le domaine des utilisations pacifiques de l'espace. La politique d'exploration et d'utilisation pacifiques de l'espace est pleinement conforme à nos intérêts nationaux et est mise en œuvre dans le cadre du développement des activités spatiales de notre pays.

Depuis le lancement de l'engin spatial bélarussien BKA le 22 juillet 2012, le Bélarus fait partie des nations présentes dans l'espace. À la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, le 1^{er} novembre 2013, le Bélarus est devenu membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Il a signé et ratifié des accords intergouvernementaux relatifs à l'exploration et aux utilisations pacifiques de l'espace avec la Fédération de Russie et l'Ukraine. Un accord similaire devant être signé avec le Kazakhstan a été établi.

Notre principal partenaire stratégique étranger est l'Agence spatiale fédérale russe (Roskosmos). Le Bélarus met en œuvre avec la Fédération de Russie un programme scientifique et technique conjoint qui vise à mettre au point des moyens spatiaux et terrestres pour fournir aux clients des deux pays des données de télédétection de la Terre. Des travaux sont menés en coopération en vue de mettre au point des systèmes satellitaires de télédétection à haute résolution et de diffuser sur les marchés russe et internationaux des informations spatiales obtenues par l'engin spatial bélarussien. Le Bélarus et la Fédération de Russie ont mis conjointement en œuvre et exploitent avec succès une constellation de satellites de télédétection offrant une résolution de deux mètres. Des projets communs ont été

entrepris en vue de construire des satellites de télédétection techniquement plus évolués et de mettre en place l'infrastructure terrestre connexe. Le Bélarus a conclu avec Roskosmos un accord en vertu duquel celle-ci le représente en tant que membre de la Charte internationale espace et catastrophes majeures.

Les réussites obtenues par le secteur spatial bélarussien sont le résultat des activités menées dans le cadre du Programme national relatif à l'exploration et à l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques (Programme spatial national) pour 2008-2012.

Dans le cadre du projet du Programme spatial national relatif à la mise en place du système spatial bélarussien de télédétection, un dispositif spatial composé de l'engin spatial bélarussien BKA, de l'installation de contrôle au sol et de l'infrastructure de réception, de traitement et de diffusion de l'information spatiale a été mis en service.

Grâce à son système spatial de télédétection de la Terre, le Bélarus a pu montrer son niveau technique avancé dans ce domaine et développer son infrastructure spatiale à des fins commerciales. Les capacités techniques acquises lors de la mise en place de ce système ont permis à des entreprises nationales de lancer de nouveaux produits uniques. L'infrastructure spatiale existante propose à la vente des images satellitaires et des produits connexes (cartes de navigation, orthophotographies, cartes topographiques et services de cartographie thématique) et assure des services de base pour la fourniture de logiciels spéciaux destinés à l'exportation.

L'Académie nationale des sciences du Bélarus, en collaboration avec les organisations intéressées, a établi un avant-projet de programme relatif à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace pour la période 2014-2018 destiné à servir de base pour l'élaboration d'un programme spatial national qui permette de focaliser les capacités scientifiques et technologiques sur les principaux problèmes à résoudre pour garantir la sécurité et le développement socioéconomique du pays et l'expansion des activités productives de l'industrie spatiale.

Dans l'immédiat, le Bélarus compte poursuivre ses activités spatiales nationales et le développement de son système spatial de télédétection de la Terre en suivant les grands axes suivants:

- a) Mise en place d'un système national de télécommunication et de radiodiffusion par satellites géostationnaires;
- b) Poursuite du développement des projets de navigation, de géodésie et de cartographie faisant appel aux technologies spatiales;
- c) Mise en place et développement de moyens humains, scientifiques, techniques, organisationnels et législatifs pour appuyer les activités spatiales.

Lettonie

[Original: anglais]

[8 octobre 2014]

L'Institut d'astronomie de l'Université de Lettonie est en train de moderniser la station de télémétrie laser actuellement en service et d'envisager la possibilité d'y ajouter une capacité de surveillance des débris spatiaux par télémétrie laser qui permettrait de mieux déterminer l'orbite de ces débris.

Le Centre international de radioastronomie de l'Université d'État de Ventspils a étudié, en collaboration avec ses partenaires (le Centre national d'exploitation et d'essai des technologies spatiales de l'Agence spatiale ukrainienne (Ievpatoria), l'Institut de recherche radiophysique du Ministère de l'éducation et des sciences de la Fédération de Russie (Nijni Novgorod), l'Institut de radioastronomie de l'Institut national italien d'astrophysique et l'Institut de radioastronomie de l'Académie nationale des sciences de l'Ukraine (Kharkov)) la possibilité d'utiliser des capacités d'interférométrie à très longue base en combinaison avec la radiolocalisation pour déterminer les coordonnées et les vitesses orbitales des satellites, des astéroïdes et des débris spatiaux. Les résultats attendus pourraient offrir de nouvelles solutions pour déterminer les paramètres orbitaux de ces objets en plus des méthodes fondées sur des radars à antenne unique.

Pays-Bas

[Original: anglais]

[5 novembre 2014]

Rapport annuel des Pays-Bas sur les activités spatiales pour 2013

Activités nationales

Les principales activités menées par les Pays-Bas dans le domaine spatial en 2013 ont été l'évaluation de l'Agence spatiale néerlandaise, les préparatifs effectués par la société néerlandaise Space Expedition Corporation en vue d'offrir des vols spatiaux commerciaux en 2015, le lancement réussi de trois satellites CubeSat néerlandais et le début du processus visant à modifier la loi néerlandaise relative à l'espace afin que celle-ci soit applicable aux satellites non manœuvrables (tels que les CubeSat).

Agence spatiale néerlandaise

Le Ministère de l'économie, le Ministère de l'éducation, de la culture et de la science, le Ministère des infrastructures et de l'environnement et l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique ont signé en octobre 2008 un accord portant création de l'Agence spatiale néerlandaise (www.spaceoffice.nl). L'Agence spatiale néerlandaise est l'organisme national chargé des affaires spatiales. Lors de sa création, en 2009, il avait été convenu qu'elle ferait l'objet d'une évaluation au bout de trois ans. Le cabinet de consultants Ecorys B.V. a procédé à cette évaluation et a présenté son rapport en 2013. Le Ministre de l'économie a soumis ce rapport à la Chambre des représentants. La conclusion générale est que l'Agence s'acquitte bien de sa mission, qui est d'élaborer et de mettre en œuvre le programme spatial

néerlandais et d'intervenir au niveau international en tant qu'organisme national chargé des affaires spatiales.

Space Expedition Corporation

Des vols suborbitaux et des vols spatiaux commerciaux sont pour bientôt. Les vols spatiaux commerciaux sont un moyen unique de permettre à des personnes d'explorer l'espace et de faciliter et accélérer la réalisation de projets connexes par l'industrie européenne. La société néerlandaise Space Expedition Corporation (SXC) (www.spacexc.com), fondée en 2008, a l'intention d'organiser des vols touristiques et des missions de recherche scientifique dans l'espace suborbital depuis l'île de Curaçao, dans les Caraïbes.

La société XCOR Aerospace a annoncé en juin 2014 qu'elle avait fait l'acquisition de toutes les filiales opérationnelles de la société néerlandaise SXC, qui était jusqu'alors indépendante. La société SXC était l'agent général de ventes de la société XCOR pour les vols XCOR Lynx et son principal client pour les vols avec services. La nouvelle entité chargée des ventes, XCOR Space Expeditions, continuera à s'occuper des ventes, des partenariats commerciaux et de la formation des participants (clients) à l'échelle mondiale et servira d'intermédiaire pour toutes les ventes futures de vols XCOR Lynx avec services.

Lancement de satellites CubeSat

Le prestataire de services de lancement International Space Company (ISC Kosmotras) a lancé avec succès, le 21 novembre 2013, trois satellites CubeSat néerlandais (Triton-1, FUNcube-1 et Delfi-n3Xt) pour le compte de la société Innovative Solutions in Space (ISIS) de Delft, de l'Université technologique de Delft et de l'organisation de radiocommunication amateur par satellite AMSAT-NL.

L'Agence néerlandaise des radiocommunications, en sa qualité d'administration notificatrice dont relèvent les trois exploitants des satellites CubeSat, a coordonné et notifié au niveau international les orbites et les fréquences utilisées par ces satellites. Cela signifie que des informations ont été échangées au sujet des interférences possibles entre les satellites CubeSat et les réseaux de communication d'autres pays.

Législation nationale

Comme l'indiquait le précédent rapport, les travaux visant à modifier la loi relative à l'espace battent leur plein et devraient être achevés d'ici à la fin de 2014. Une fois modifiée, la loi s'appliquera également aux satellites non manœuvrables (comme les CubeSat).

À la fin de 2013, 14 satellites néerlandais étaient en orbite (10 satellites géostationnaires de télécommunication et 4 satellites CubeSat).

Coopération et échanges internationaux

Surveillance de l'espace et suivi d'objets spatiaux

Les débats en cours au sujet de la prolifération des débris spatiaux et des risques accrus de collision et d'interférence avec des objets spatiaux opérationnels montrent que l'on craint pour la viabilité à long terme des activités spatiales. Les

Pays-Bas partagent cette préoccupation mais n'ont aucun mécanisme national de réduction des débris spatiaux car leur politique spatiale est essentiellement focalisée sur la coopération internationale à l'échelle européenne au sein de l'ESA, de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT) et de l'Union européenne. En leur qualité de membre du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, les Pays-Bas souscrivent pleinement aux Lignes directrices de l'ONU relatives à la réduction des débris spatiaux et au Code européen de conduite pour la réduction des débris spatiaux.

Les Pays-Bas soutiennent l'initiative de l'Union européenne visant à définir la trame d'un système européen de connaissance de l'environnement spatial qui permettrait d'éviter les collisions en menant des activités de surveillance et de suivi dans l'espace.

Conférence mondiale des radiocommunications 2015

Dans le cadre des discussions concernant la recherche de nouvelles fréquences pour les systèmes mobiles terrestres à large bande, les États-Unis ont proposé récemment d'ajouter aux bandes de fréquences actuellement allouées aux réseaux locaux radioélectriques (RLAN) la bande 5 350-5 470 MHz. Cette nouvelle attribution de fréquences, qui s'inscrit dans un plan national des États-Unis, pourrait être adoptée dans le monde entier si elle était intégrée au Règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT) lors de la Conférence mondiale des radiocommunications 2015.

L'Union européenne et l'ESA se sont dites préoccupées par cette proposition d'attribution étant donné la nécessité de protéger les ressources importantes que leurs États membres ont investies dans des systèmes spatiaux exploitant la bande de fréquences en question aux fins du programme de surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité (GMES) ainsi qu'en prévision d'autres missions futures. Les Pays-Bas partagent ces préoccupations.

Nanosatellites

L'intérêt principal des nanosatellites est qu'ils offrent une solution de remplacement avantageuse par rapport aux grands satellites de télécommunication existants, qui sont coûteux. Au niveau international, l'exploitation des nanosatellites dans l'espace n'est pas limitée à un spectre de fréquences particulier ni soumise à des règles spécifiques. À la Conférence mondiale des radiocommunications tenue en février 2012, il a été convenu à l'initiative des Pays-Bas d'inscrire cette question à l'ordre du jour des conférences suivantes afin de se mettre d'accord au niveau international sur des règles applicables aux nanosatellites (à la Conférence de 2015) et sur les bandes de fréquences à leur attribuer (à la Conférence de 2018). Les discussions se sont poursuivies au niveau international en 2013. Certains États membres de l'UIT ont exprimé des doutes quant à la nécessité d'allouer une bande de fréquences spécifique aux nanosatellites. Toutefois, l'Agence néerlandaise des radiocommunications a fortement plaidé en faveur d'une telle attribution. Elle a fait valoir que les bandes de fréquences amateurs finissaient par être saturées à la longue du fait de l'utilisation des nanosatellites et que, comme l'utilisation des bandes amateurs n'était autorisée qu'à des fins d'expérimentation et d'essai, l'exploitation commerciale des nanosatellites ne serait pas possible.

Agence néerlandaise des radiocommunications

Communications par satellite

L'Agence des radiocommunications (www.agentschaptelecom.nl) supervise un grand nombre d'activités dans le domaine des communications par satellite pour le compte du Ministère de l'économie (notamment, le respect de la politique de gestion du spectre radioélectrique). Elle est chargée d'obtenir et de répartir les fréquences et les créneaux orbitaux et d'en surveiller l'utilisation.

Exploitants de satellites néerlandais

Les exploitants de satellites ne peuvent pas conclure directement des accords internationaux officiels concernant leurs activités spatiales car seuls les gouvernements nationaux ont le droit de le faire. Aux Pays-Bas, ce rôle est assumé par l'Agence des radiocommunications, à laquelle il incombe de demander, pour le compte des exploitants de satellites néerlandais, le droit d'utiliser des positions orbitales, des bandes de fréquences et des paramètres techniques par le biais de la procédure de "notification" à l'UIT. Cette tâche lui incombe en sa qualité d'"administration notificatrice". Avant d'entamer la procédure de notification pour le compte d'un exploitant néerlandais, elle conclut un accord énumérant les droits et obligations de chaque partie. En 2013, elle était liée par des accords avec New Skies Satellites B.V. (SES), Spectrum Five B.V., Radio Amateur Satellites AMSAT-NL, Innovative Solutions In Space Delft et l'Université technologique de Delft.

Politique concernant les exploitants de satellites étrangers

Plusieurs exploitants de satellites étrangers ayant demandé des informations sur le rôle dévolu à l'Agence des radiocommunications en sa qualité d'administration notificatrice (voir le paragraphe précédent), il a été convenu d'élaborer des directives concernant les conditions dans lesquelles l'Agence peut accepter de jouer ce rôle pour un exploitant de satellites. Un projet de politique a été élaboré en 2013. Cette politique, qui sera finalisée et officiellement mise en application en 2014, encadrera les travaux menés par l'Agence des radiocommunications pour le compte des exploitants de satellites.

Exploitants de satellites géostationnaires

Le 3 décembre 2013, le satellite SES-8 a été lancé avec succès depuis Cap Canaveral (États-Unis) par la société privée SpaceX. SES-8, qui sera exploité à la position orbitale 95 °E, est le premier satellite de télécommunication de grande taille à avoir été lancé par une société privée.

Certains des satellites géostationnaires immatriculés par les Pays-Bas ont changé de position orbitale en 2013 en raison du lancement de nouveaux satellites ou de l'évolution du marché.

La société Spectrum Five B.V. a commandé son premier satellite (géostationnaire), qui sera lancé en 2016 et mis en service à la position orbitale 95 °O.

03b (“les 3 milliards restants”)

Le projet 03b a pour objectif de donner, au moyen de satellites, accès à l’Internet haut débit dans les pays en développement, c’est-à-dire aux 3 milliards d’habitants de la Terre qui en sont encore privés. Le système sera opérationnel en 2015. Le siège opérationnel du projet 03b se trouve aux Pays-Bas, à La Haye, dans des locaux partagés avec la société New Skies Satellites B.V. En 2013, le projet 03b a obtenu l’autorisation d’exploiter une station satellitaire terrienne dans ses locaux à La Haye. Cette station sera utilisée pour des expériences et des démonstrations.

Services mobiles par satellite (2GHz)

Ces dernières années, la Commission européenne a œuvré en vue de l’attribution de fréquences à l’échelle européenne aux services mobiles par satellite. Elle a décidé que les États membres accorderaient des droits d’utilisation aux fournisseurs sélectionnés par ses soins. À l’issue de la procédure de sélection, elle a accordé les droits d’utiliser cette bande de fréquence aux exploitants de satellites Inmarsat et Solaris Mobile. Le calendrier et les étapes devant être respectés par les exploitants pour la mise en place des réseaux ont été fixés sur la base d’une décision de la Commission européenne. Malheureusement, ces réseaux ont tardé à voir le jour. Par conséquent, trois États membres de la Commission européenne (Royaume-Uni, Allemagne et Pays-Bas) ont établi une “feuille de route”, c’est-à-dire une liste d’étapes que les exploitants devront atteindre dans un délai déterminé de manière à disposer de systèmes satellitaires opérationnels avant mai 2016. Les États membres, la Commission européenne et les opérateurs ont accepté cette feuille de route pour faire avancer les choses. Les deux exploitants ont respecté la première étape (date limite: décembre 2013), qui était de passer un contrat avec un constructeur de satellites et d’en apporter la preuve. La situation continuera d’évoluer et sera suivie de près en 2014.